



26^e session du Conseil des droits de l'homme

Dialogue interactif avec le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en Erythrée

Intervention de M. Jean-Marc HOSCHEIT, Ambassadeur, Représentant permanent du Luxembourg auprès des Nations Unies à Genève (18.6.2014)

Monsieur le Président,

Le Luxembourg remercie le Rapporteur spécial pour ce deuxième rapport exhaustif. Nous saluons les efforts déployés pour rencontrer les parties prenantes et pour faire état de la situation de manière impartiale, et ce, sans que la titulaire du mandat ne puisse se rendre dans le pays.

Madame le Rapporteur spécial,

Dans votre rapport, vous dressez un tableau très inquiétant de la situation des droits de l'homme en Erythrée, un résultat de deux décennies de répression généralisée. Nous partageons votre analyse et vos préoccupations tant sur la situation des droits de l'homme que sur la situation sécuritaire et humanitaire dans ce pays.

Le Luxembourg déplore que les violations des droits de l'homme dans le pays demeurent systématiques et restent inchangées par rapport à celles exprimées il y a un an devant ce Conseil.

Ma délégation est vivement préoccupée par les **exécutions extrajudiciaires, les disparitions forcées, les détentions arbitraires** – et ce, dans des conditions inhumaines - tout comme par l'**impunité généralisée** qui règne dans le pays.

Plus particulièrement, le Luxembourg exprime son inquiétude quant aux rapports d'enrôlement forcé de garçons de moins de 18 ans par les forces armées érythréennes pour effectuer leur service militaire, en dépit de la ratification de l'Erythrée du 1er Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant et de la déclaration faite par le gouvernement érythréen de fixer à 18 ans l'âge minimum des conscrits au service national.

Le Luxembourg souhaiterait poser les questions suivantes au Rapporteur spécial:

- Quelles sont les pistes permettant d'établir un dialogue constructif avec l'Erythrée et d'inciter ce pays à coopérer plus efficacement avec la communauté internationale, et en particulier avec les organismes onusiens en charge des questions de droits de l'homme ?

- De manière plus générale, comment le Rapporteur spécial voit-elle la suite de son mandat et quelles en seront les priorités pour les mois à venir ?

Finalement, ma délégation soutient pleinement le renouvellement du mandat du Rapporteur spécial et tient à rappeler qu'elle considère l'instauration de ce mécanisme au premier chef comme une opportunité de coopération entre l'Erythrée et la communauté internationale.